



HAL
open science

Les journalistes fact-checkers dans l'éducation aux médias : Une mission coordonnée et non concurrentielle au service de tous les publics

Laurent Bigot, Lise Henric

► To cite this version:

Laurent Bigot, Lise Henric. Les journalistes fact-checkers dans l'éducation aux médias : Une mission coordonnée et non concurrentielle au service de tous les publics. Colloque TICEMED 12, Apr 2021, Athènes, Grèce. hal-03208882

HAL Id: hal-03208882

<https://hal.science/hal-03208882>

Submitted on 26 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES JOURNALISTES FACT-CHECKERS DANS L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS : UNE MISSION COORDONNÉE ET NON CONCURRENTIELLE AU SERVICE DE TOUS LES PUBLICS

Laurent Bigot

PRIM
Université de Tours
F - 37000
Laurent.bigot@gmail.com

Lise Henric

CEREGE
IAE de Poitiers
F - 86 000
Lise.henric@gmail.com

Résumé : L'observation participante au sein de réseaux de journalistes assignés à la vérification, trente-deux entretiens semi-directifs, des exemples de contenus ciblés entre 2017 et 2019, et l'analyse des évolutions récentes du fact-checking, démontrent les interactions entre les journalistes fact-checkeurs et les publics en ligne, à travers le prisme de l'éducation aux médias. Le travail des vérificateurs au sein des rédactions concourt de manière originale à l'éducation aux médias de l'ensemble des publics (et pas uniquement les plus jeunes), pour les sensibiliser aux biais informationnels d'un écosystème médiatique qui a considérablement changé au cours des deux dernières décennies. Et la manière dont ils construisent leurs publications, dont ils s'adressent aux publics et dont ils coordonnent leurs actions en lien notamment avec les Gafam, indiquent à quel point ils s'investissent de missions d'éducation aux médias originales et concertées, tantôt ludiques tantôt didactiques, jamais concurrentielles et souvent coordonnées. De plus, leur application de la charte de l'International Fact-Checking Network implique que leur travail soit reproductible par les publics et invitent ces derniers à solliciter et interpeller les rédactions. Toutefois, cette mission d'éducation a des limites : celles, notamment, de la coopération entre médias et plateformes et réseaux socio-numériques dans le cadre particulier d'une démarche d'éducation.

Mots-clés : éducation – fact-checking – debunking – plateformes – médias – IFCN

JOURNALISTS FACT-CHECKERS IN MEDIA EDUCATION
A coordinated, non-competitive mission to serve all audiences

Laurent Bigot

PRIM
Université de Tours
F - 37000
Laurent.bigot@gmail.com

Lise Henric

CEREGE
IAE de Poitiers
F - 86 000
Lise.henric@gmail.com

Abstract: Participant observation within networks of journalists assigned to verification, thirty-two semi-structured interviews, examples of targeted content between 2017 and 2019, and analysis of recent developments in fact-checking, demonstrate the interactions between fact-checkers and on-line audiences through the lens of media literacy. Fact-checking at the newsrooms level contributes in an original way to media education for all audiences (and not just the youngest), to make them aware of the informational biases of a media ecosystem that has changed considerably over the past two decades. And the way they design their publications, which they aim at the public and how they coordinate their actions particularly in connection with the Gafam, indicate to what extent they are involved in original and concerted media education missions, sometimes recreational, sometimes educational, never competitive and often coordinated. In addition, their application of the charter of the International Fact-Checking Network implies that their work is reproducible by the public and invites the latter to solicit and challenge the editors. However, this educational mission has limits: those of cooperation between media and socio-digital platforms and networks within the specific framework of an educational approach.

Keywords: education – fact-checking – debunking – platforms – media – IFCN

En France, l'éducation aux médias et à l'information est inscrite au programme d'Enseignement moral et civique (EMC) de 2015 et dans les nouveaux programmes de 2018. Or, selon une étude du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) publié en février 2019, seuls 52% des élèves de 3e déclarent que le sujet des médias a été abordé en cours d'EMC. De plus, « l'éducation aux médias, par sa volonté de forger l'esprit critique des élèves, est parfois mise en question » (Gruez, 2018). Elle pourrait même, dit-on, « contribuer à faire douter de tout » (Corroy, 2019).

Au-delà d'un simple enjeu citoyen, l'éducation aux médias doit pourtant permettre une refondation de notre rapport à l'information, tout particulièrement dans un écosystème médiatique bouleversé au cours des deux dernières décennies. Cela nécessite une amélioration des compétences et des outils permettant de limiter l'implosion de notre relation à l'information. Aussi de nouveaux acteurs se sont-ils emparés – pour des raisons tant sociologiques que professionnelles – d'une mission d'éducation aux médias des publics, jeunes et moins jeunes : les journalistes fact-checkers.

En effet, alors que le paysage médiatique apparaît en hyper-saturation et vulnérable à la désinformation, aux rumeurs, au complotisme et globalement à la propagation de fausses informations (Badouard, 2017 : 39-53), parfois désignées par le grand public avec « le terme déjà ambigu fake news » (Huygue, 2018 : 8), alors que se développent des pratiques informationnelles erratiques, faute de maîtrise suffisante de l'écosystème médiatique, il existe dans de nombreux médias, désormais, des cellules ou services qui regroupent des professionnels de l'information dont l'activité est dédiée au fact-checking et au debunking (démystification de rumeurs).

Et la manière dont ils organisent leur travail, dont ils construisent leurs publications et dont ils coordonnent leurs actions, en lien notamment avec les Gafam, indiquent à quel point ils s'investissent de missions d'éducation aux médias originales et concertées, tantôt ludiques tantôt didactiques, jamais concurrentielles et souvent coordonnées.

Problématique et plan

Le présent texte, qui, de fait, examine les interactions entre les journalistes *fact-checkers* et les publics en ligne, vise à interroger dans quelle mesure le *fact-checking* peut jouer un rôle essentiel dans l'éducation aux médias et à l'information des publics.

Ce faisant, il observe dans un premier temps l'émergence d'une fonction spécialisée de vérification de type *fact-checking* au sein des rédactions. Puis il s'intéresse à la manière dont les journalistes fact-checkers concourent, par leur travail, à l'éducation aux médias de l'ensemble des publics (et pas uniquement les plus jeunes), dans le cadre d'actions originales concertées, aiguillonnées par les Gafam. À ce stade, nous évoquerons le rôle de la charte de l'*International Fact-Checking Network*, qui implique que le travail des médias soit reproductible par les publics et invite ces derniers à solliciter et interpellier les rédactions. Enfin, nous pointerons les limites de la coopération entre médias et plateformes et réseaux socio-numériques dans le cadre particulier d'une démarche d'éducation, ainsi que, plus globalement les limites de cette mission d'éducation dont se sont parfois emparés les fact-checkers.

Méthodologie

D'un point de vue méthodologique, nous fondons ici nos réflexions sur l'analyse des évolutions récentes de la vérification en ligne et de sa perception, sur une sélection d'entretiens semi-directifs avec des journalistes *fact-checkers*, sur les critères techniques de certification de leurs pratiques – en particulier par l'*International Fact-Checking Network* – ainsi que sur une expérience d'observation participante au sein de deux réseaux de journalistes assignés à la vérification, entre 2017 et 2019. Ces différents aspects de notre recherche, entamée pour une part dans le cadre d'une thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication et poursuivie de manière plus spécifique autour de la question de l'éducation aux médias, nous permettent ici d'examiner plus globalement les interactions entre, d'une part, les journalistes assignés à la vérification sur les espaces numériques et, d'autre part, les publics en ligne, que ces derniers soient les leurs ou non.

Les entretiens semi-directifs conduits face à 32 journalistes *fact-checkers* ou chefs de service dans des médias nationaux qui proposent ou ont proposé une rubrique ou chronique de *fact-checking* nous ont permis de mettre à jour et de décrypter à la fois les motivations et le fonctionnement de ces productions journalistiques. L'analyse textuelle des productions des rubriques et chroniques de *fact-checking* des médias français sus-citées nous a permis de constater l'émergence, entre 2008 et 2017, d'un véritable genre journalistique, nouveau, aux côtés des interviews, portraits, reportages, articles d'information et autres genres qui font souvent la part moins belle au propos didactique. Enfin, deux expériences d'observation participante – en tant qu'auditeur dans le séminaire de formation inaugural du réseau « CrossCheck », fondé par Google, en 2017, et en tant qu'auditeur-asseur dans le réseau international de *fact-checking* IFCN, entre 2017 et 2019 – ont enrichi nos constats en nous confrontant plus directement aux exigences et au propos éducatif des productions de *fact-checking* telles que promues par les plateformes de l'Internet.

Observations

Bien que l'appellation *fact-checking* soit relativement ancienne, puisqu'elle fait référence à des pratiques de vérification exhaustive des contenus de la presse magazine au moment de sa création, dans les années 1920 aux États-Unis, les productions dites de « modern fact-checking » (Dobbs, 2012 : 1) sont apparues dans les médias étatsuniens au début des années 2000. Nous citerons uniquement ici les trois exemples phares des sites Internet "FactCheck", lancé en 2003 par le *Annenberg Public Policy Center* de l'université de Pennsylvanie, "The Fact Checker", blog du Washington Post créé en 2007, et "Politifact", créé en 2007 avant de gagner le prestigieux prix Pulitzer. « La popularité de ces sites, destinés à contrer la parole mensongère des personnalités politiques diffusée dans l'espace public, va se développer mondialement » (Dobbs, 2012 : 1).

En France, des rédactions expérimentent le *fact-checking* depuis 2008 et la création de la rubrique "Désintox" de Libération ; depuis, d'autres rubriques ou chroniques sont apparues dans les médias : des "Décodeurs" du Monde (2009 -), du "Vrai du Faux" de France Info (2012 -) ou du "Vrai-Faux de l'Info" d'Europe 1 (2012 -2018), à "L'Œil du 20 heures" de France 2 (2014 -) ou au "Vrai-Faux des Échos" (2016), à "Fake Off" (2018 -) du journal 20Minutes, ou plus récemment à la cellule "AFP Factual" (2017 -) de l'Agence France-Presse. « Le processus d'intensification de cette pratique dans le monde en général » (Stencel, 2018) et en France tout particulièrement va aussi s'accompagner d'une évolution de son propos.

Ainsi, afin de contrer les *fake news* et autres contenus douteux disséminés en particulier sur les

réseaux sociaux (European Commission, 2018), les fact-checkers ont opéré en 2017 un glissement de leur pratique : de la vérification de la parole politique, ils ont en effet en grande partie basculé vers le « *debunking* » ou « démystification de rumeurs ». Ce déplacement de focale est particulièrement bien incarné par le cas emblématique de la rubrique “Désintox” de Libération devenue “CheckNews”, qui ne faisait qu’apporter la contradiction aux personnalités politiques avant de se donner pour objectif de collecter les questions de ses usagers sur des informations, faits ou données, qu’ils souhaitent voir vérifiés.

Il est notable que ce glissement s’accompagne, en 2017, d’une accentuation du concours des *fact-checkers* à l’éducation aux médias de l’ensemble des publics (et pas uniquement les plus jeunes). Certes, le « modern fact-checking » semble avoir toujours porté en lui les germes d’une vocation didactique à l’attention de l’ensemble des lecteurs, ne serait-ce que par l’organisation et l’articulation de la construction de ses articles et chroniques. Nous citerons notamment sur ce point les qualités mentionnées par des fact-checkers comme Vivien Vergnaud, pour le Journal du Dimanche – « avoir envie de pédagogie et de rigueur mathématique, ce qui ne va pas à tous les journalistes » (entretien individuel) - ou Laurent Guimier à *France Info* – « une vraie fonction d’explication, de décryptage, de pédagogie sur les chiffres » (entretien individuel). Et nous pouvons mentionner des formulations récurrentes, de véritables codes, qui font du *fact-checking* un véritable genre journalistique (Bigot, 2017) : présentation systématique de l’assertion à vérifier, contextualisation de l’assertion, explication – généralement sur un ton respectueux de la factualité – introduite par une formule du type « pourquoi c’est faux », et, enfin, verdict de conclusion, le tout assorti (dans le cas des articles mis en ligne sur Internet) de liens hypertextuels vers les sources utilisées. Tout cela offre aux lecteurs, selon Antoine Krempf, de France Info « le décryptage, les clés pour comprendre, en plus du flux d’infos » (entretien individuel).

Nous citerons également des initiatives plus ponctuelles portées par des journalistes *fact-checkers* pour tenter d’accompagner et de renforcer l’impact de leur travail auprès du public, à l’instar du « Décodex » créé par *Le Monde* et que son journaliste Alexandre Pouchard qualifie de « kit pour vérifier l’information à destination des enseignants (et des autres) » (entretien individuel). Cet ensemble d’outils – un moteur de recherche, un plug-in web et des articles didactiques – doit permettre aux citoyens internautes de naviguer tout en disposant d’indications sur le degré de fiabilité et de sérieux des sites d’information qu’ils visitent : « Le Décodex est un outil pour vous aider à vérifier les informations qui circulent sur Internet et dénicher les rumeurs, exagérations ou déformations. Découvrez pourquoi nous avons créé cet outil et retrouvez ici notre méthodologie détaillée », indique le site, qui propose aussi des entrées du type : « Qu’est-ce qu’une information », « Qu’est-ce qu’une source d’information », « Comment juger la fiabilité d’un site », etc.

Mais, depuis 2017 donc, des actions originales concertées, à la fois orientées et financées par les Gafam, incitent également les rédactions et leurs services et cellules de *fact-checking* à renforcer la dimension éducative de leur travail. Elles prennent racine dans un contexte de très puissante « propagation de fausses informations par d’innombrables sources via Internet et les réseaux sociaux » (Bigot, 2019 : 129), problématique ancienne, mais qui pose alors « un défi d’une nouvelle nature » (Sauvageau et al., 2018 : 247). Ainsi, au lendemain du vote en faveur du Brexit et de l’élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, les géants de l’Internet et des réseaux sociaux, tout particulièrement Facebook et Google, sont priés de présenter des moyens de lutte contre la dissémination à grande vitesse des fausses informations. Ce sont donc eux, notamment, qui vont participer d’une certaine légitimation, voire institutionnalisation des processus d’éducation aux médias qui accompagneront désormais les initiatives de *fact-checking* et (surtout) de *debunking* (démystification de rumeurs) à travers le monde entier.

Ce processus, que nous appelons d'institutionnalisation du rôle d'éducation aux médias des services de fact-checking, repose grandement sur un travail d'explicitation du travail journalistique des rédactions, dans le cadre totalement inédit - car non concurrentiel et concerté - d'actions de vérification croisées, coordonnées, justement, par les Gafam. Autrement dit : Google, avec son initiative « CrossCheck » à l'occasion de l'élection présidentielle de 2017 en France (CrossCheck, 2017), et Facebook, depuis l'inauguration de son association avec des médias de vérification tiers, ont tantôt invité, tantôt contraint les journalistes partenaires à décrire aux lecteurs et aux publics plus généralement leurs processus de vérification des informations, déclarations et rumeurs, tout en leur demandant de rendre reproductible leur démarche pour le plus grand nombre.

C'est ainsi que la transparence de la méthodologie de vérification utilisée, la transparence des sources employées, ainsi que la transparence sur la biographie de chaque journaliste vérificateur, voire l'explication à propos de ce qu'est une information vérifiable ou non, sont des aspects inconditionnels à respecter pour les signataires du code de principes de l'*International Fact-Checking Network* (Réseau international de *fact-checking*). « Ce code est celui que doivent adopter tous les services de *fact-checking* qui souhaitent vérifier des informations pour le compte de Facebook, qui les rémunère en retour pour cela » (IFCN, 2018).

Dans ce contexte, les journalistes *fact-checkers* se font donc bien les acteurs d'une mission d'éducation aux médias coordonnée et non concurrentielle au service des publics. Il n'en reste pas moins que la coopération entre médias et plateformes et réseaux socio-numériques, dans le cadre particulier d'une démarche d'éducation, peut sembler tout à la fois bénéfique et problématique. Bien entendu, les ressorts de la transmission de savoir-faire sur la vérification de l'information peuvent, d'une certaine manière, s'apparenter à un processus favorable à l'émancipation « voire à l'*empowerment* (ou autonomisation) des publics » (Bacqué et Biewener, 2015 : 12), susceptible de renforcer leurs connaissances et méthodes informationnelles. Toutefois, « il ne faut pas omettre de questionner des notions inhérentes à la collaboration avec les plateformes, telles que l'ouverture citoyenne » (Helberger et al., 2018 : 2) et les questions induites de représentativité (qui participe ? qui lit ? qui relaie et comment ? qui croit, qui ne croit pas ? ...) par exemple. Il n'est pas non plus établi que l'ouverture au plus grand nombre de la boîte noire des productions journalistiques de vérification suffise à contrer le mouvement global de contestation des figures d'autorité (dont, aux côtés des représentants politiques, scientifiques et autres, les médias institués (Kantar Public, 2020). Cela, a fortiori quand ces médias sont appelés à coopérer, dans un processus de certification de l'information pour le compte des plateformes, prenant le « risque d'afficher une sorte de coalition de vérificateurs et de nourrir, ainsi, de nouvelles théories du complot » (Le Caroff, 2018). Il n'est donc pas établi qu'« une expertise partagée et collaborative » (Alloing et Moinet, 2010 : 45) autour du fact-checking soit pertinente, d'autant que les questions « de formation des usagers » (Serres et Le Deuff, 2009 : 94) aux dispositifs numériques de recherche de l'information, ainsi que celles de *gap* culturel, langagier et expérientiel entre les journalistes et leurs publics restent elles-mêmes à résoudre.

Conclusion

L'ensemble des observations réalisées lors de notre recherche permet de confirmer que le *fact-checking* joue un rôle réel en termes d'éducation aux médias et à l'information. Nos travaux nous permettent d'affirmer que, dans ce rôle de vérification, les principaux médias français d'information observés (*Le Monde*, *Libération*, *France Info*, etc.), dont les actions sont coordonnées sous l'influence des plateformes des géants de l'Internet comme Google et Facebook, se montrent disposés à abandonner toute posture concurrentielle au profit d'un rôle plus ambitieux d'éducation.

Bien entendu, ces observations et résultats sont appelés à évoluer et à s'affiner au fil du temps, au gré de nouvelles observations participantes et de nouveaux entretiens avec les parties prenantes du fact-checking. Mais ils mettent d'ores et déjà en lumière un aspect relativement discret de ces entreprises de vérification : la mise en œuvre de schémas didactiques destinés à la reproductibilité par l'utilisateur, l'organisation de sa montée en compétences pour ne plus être victime de mésinformation ou de désinformation.

Il va de soi qu'au-delà d'une formation à l'esprit critique, l'éducation aux médias se place comme un enjeu essentiel au sein de notre société. En effet, depuis l'arrivée d'Internet et la prolifération des *fake news*, de nouvelles inquiétudes sont apparues. Une coordination entre journalistes *fact-checkers* et pratique créative est primordiale afin d'inscrire l'éducation aux médias dans une démarche globale, tel le projet H2020 Practices, mis en place par le laboratoire GERiiCO (Kervella, Lamy, Matuszak, 2019) et qui propose un *serious game* nommé *Newscraft*. Ce jeu, pensé à destination des plus de 13 ans, permet au joueur de se mettre dans la peau d'un journaliste qui travaille dans la rédaction d'un média d'actualité en ligne : chaque jour, le joueur doit publier des informations pour alimenter la page d'accueil de ce média ; suivant la rédaction dans laquelle évolue le joueur, il devra publier les informations plus rigoureuses et honnêtes possibles (ou non) afin de remplir les objectifs quotidiens de sa rédaction. Cette approche ludique souligne l'importance du rôle des journalistes *fact-checkers* dans l'éducation aux médias et la portée essentielle de leurs missions coordonnées et non concurrentielles à tous les publics afin de permettre que « nous soyons tous formés à la culture numérique de base » (Frau-Meigs, 2016).

RÉFÉRENCES

Alloing C., Moinet N., 2010, « Des réseaux d'experts à l'expertise 2.0 », Les Cahiers du Numérique, n° 6, pp. 35-53.

Bacqué M-H., Biewener C., 2015, *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Paris, La Découverte.

Badouard R., 2017, *Le désenchantement de l'internet. Désinformation, rumeur et propagande*, Paris, FYP Editions.

Bell EJ., Owen T., Brown PD., Hauka Codi., Rashidian N., 2017, "The Platform Press: How Silicon Valley Reengineered Journalism", Columbia University Academic Commons. Accès : https://www.cjr.org/tow_center_reports/platform-press-how-silicon-valley-reengineered-journalism.php/#executive-summar

Bigot L., 2017, *L'essor du fact-checking : de l'émergence d'un genre journalistique au questionnement sur les pratiques professionnelles*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Paris 2 Panthéon-Assas.

Bigot L., 2019, *Fact-checking vs fake news. Vérifier pour mieux informer*, Paris, INA Éditions.

Charaudeau P., 2005, *Les médias et l'information : l'impossible transparence du discours*, Paris, De Boeck Sup.

CNESCO, 2019, « Éducation aux médias et à l'actualité : comment les élèves s'informent-ils ? », Le zoom du Cnesco, n° 1. Accès : <https://www.cnesco.fr/fr/education-aux-medias-et-a-lactualite-comment-les-eleves-sinforment-ils/>

Corroy L., 2019, « L'éducation aux médias, une nécessité ? », The Conversation. Accès : <https://the-conversation.com/leducation-aux-medias-une-necessite-110051>

Crosscheck, 2017, « FAQ ». Accès : <https://crosscheck.firstdraftnews.org/france-fr/faq/>

Dobbs M., 2012, *The Rise of Political Fact-Checking. How Reagan Inspired a Journalistic Movement: A Reporter's Eye View*, Media Policy Initiative, New America Foundation.

EUROPEAN COMMISSION, 2018. *A multi-dimensional approach to disinformation*, Report of the independent High level Group on fake news and online disinformation. Accès : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/final-report-high-level-expert-group-fake-news-and-online-disinformation>

Frau-Meigs D., 2016, « Une éducation critique aux médias et à l'information », conférence Université Sorbonne Nouvelle Paris 3. Accès : <http://www.univ-paris3.fr/une-education-critique-aux-medias-a-l-information-divina-frau-meigs--420227.kjsp?RH=1207746285942>

Garcin-Marrou I., 2018, « Espace public et production de l'information », *Études de communication*, n° 50, pp. 129-146.

Graves L., Nyhan B., Reifler J., 2016, « Understanding Innovations in Journalistic Practice: A Field Experiment Examining Motivations for Fact-Checking », *Journal of Communication*, n° 66, pp. 102-138.

Gruez L., 2018, « Danah Boyd: les risques et l'effet boomerang de l'éducation aux médias », Accès : <https://medium.com/@lucasgruez/danah-boyd-les-risques-et-leffet-boomerang-de-l-%C3%A9ducation-aux-m%C3%A9dias-c660aa71ec51>

Helberger N., Pierson J., Poell T., 2018, « Governing online platforms: From contested to cooperative responsibility », *The Information Society*, vol.34, n° 1, pp. 1-14.

Huyghe F-B., 2018, *Fake news, la grande peur*, Paris, VA Press, Collection Influences Et Conflits.

IFCN, 2018, "The commitments of the code of principles". Accès: <https://www.ifcncodeofprinciples.poynter.org/know-more/the-commitments-of-the-code-of-principles>

Kervella A., Lamy A., Matuszak C., « Présentation du serious game Newsdraft ». Accès : <https://news-draftseriousgame.com/>

KANTAR PUBLIC / RIVIERE Emmanuel, 2020, « Baromètre 2020 de la confiance des Français dans les médias » (pour La Croix). Accès : <https://fr.kantar.com/m%C3%A9dias/digital/2020/barometre-2020-de-la-confiance-des-francais-dans-les-media/>

Le Caroff C., 2018, « Le partage de l'actualité politique sur les profils personnels de Facebook », pp. 199-226, in : Mercier A., Pignard-Cheynel N. dirs., #info. Commenter et partager sur Twitter et Facebook, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.

Lowrey W., 2017, « The Emergence and Development of News Fact-checking Sites. Institutional logics and population ecology », *Journalism Studies*, vol. 18, n° 3. pp. 376-394.

Mercier A., 2018, « Fake news et post-vérité : tous une part de responsabilité », 20 textes pour comprendre et combattre la menace, *The conversation*. Accès : <https://theconversation.com/fake-news-et-post-verite-20-textes-pour-comprendre-et-combattre-la-menace-97807>

Rebillard F., Smyrnaiois N., 2010, « Les infomédiaires, au cœur de la filière de l'information en ligne », *Réseaux*, n° 160-161, pp. 163-194.

Sauvageau F., Thibault S., Trudel P., 2018, *Les fausses nouvelles : nouveaux visages, nouveaux défis*, Presses de l'Université Laval, Hermann éditeur.

Serres A., Le Deuff O., 2009, « Outils de recherche : la question de la formation », pp. 93-111, in : Brigitte Simonnot B., Gallezot G., dirs, *L'entonnoir*. Google sous la loupe des sciences de l'information et de la communication, Caen, C&F éditions,

Stencel M., 2018, « The number of fact-checkers around the world: 156... and growing », *Duke Reporters' Lab*, Accès: <https://reporterslab.org/the-number-of-fact-checkers-around-the-world-156-and-growing/>

Smyrnaiois N., 2017, *Les GAFAM contre l'internet. Une économie politique du numérique*, Paris, INA Éditions.

Smyrnaiois N., Chauvet S., Marty E., 2017, *The Impact of CrossCheck on Journalists and the Audience Learning the lessons from a collaborative journalism project fighting disinformation online during the French Presidential Election*, Rapport First Draft News/CrossCheck. Accès : https://firstdraftnews.org/wp-content/uploads/2017/11/Crosscheck_rapport_EN_1129.pdf

Wardle C., Derakhshan H., 2017, *Information Disorder. Toward an interdisciplinary framework for research and policymaking*, Rapport pour le Conseil de l'Europe.